



Association des Professeurs de Mathématiques  
de l'Enseignement Public  
*De la maternelle à l'université*

Association fondée en 1910

Paris, le samedi 22 janvier 2022

Lettre ouverte aux élus parlementaires

## **L'enseignement des mathématiques en France : alertes et urgence**

Mesdames les Sénatrices, Messieurs les Sénateurs,

Mesdames les Députées, Messieurs les Députés,

L'enseignement des mathématiques en France a toujours fait débat, sûrement davantage que celui d'autres disciplines. Matière réputée difficile d'accès et parfois accusée ne pas s'adresser à tout le monde, son enseignement est maladroitement dénigré par une grande partie de la société : cela ne servirait à rien de les apprendre, les enseigner relèverait de la stricte sélection sociale, nos enfants seraient de plus en plus nuls en maths... Il est parfois de bon ton pour des personnalités médiatiques d'avouer qu'elles n'y ont « jamais rien compris ».

Ces poncifs ont toujours causé du tort à l'image de notre discipline, mais au-delà du fait que notre travail quotidien est souvent moqué, c'est la société tout entière qui est perdante. Un faible niveau d'abstraction, un manque de maîtrise du calcul ou des outils universels que fournissent les mathématiques est dangereux pour le devenir de notre nation. Les évaluations internationales pointent l'accroissement des inégalités en mathématiques et une forte baisse des compétences des élèves. Si les nouvelles générations de Français sont dépassées dans la compréhension basique des mathématiques, il semble évident que la catastrophe est annoncée et que ces jeunes ne pourront être acteurs de leur futur.

Parmi les enjeux stratégiques du plan France 2030 présenté par le Président de la République la plupart demandent un haut niveau de qualification technologique et scientifique. Comment pouvons-nous atteindre ces objectifs si la politique éducative va à l'encontre de ses enjeux ?

Par ailleurs, la maîtrise des fondamentaux en mathématiques permet de décrypter les manipulations par les chiffres, aide à reconnaître les fausses informations, à débusquer les généralisations abusives, les erreurs de raisonnement et développe l'esprit rationnel.

Notre analyse de la situation actuelle provient à la fois du « terrain », c'est-à-dire de notre pratique quotidienne, et de notre expertise dans l'analyse des effets structurels de l'enseignement de notre discipline.

L'APMEP est une association qui a tiré des sonnettes d'alarme, mais qui a aussi accompagné certaines réformes souhaitées, dont le bien-fondé aurait pu donner des résultats si leur fondement avait été respecté.

## **Nous considérons que l'urgence est là. Il faut agir.**

La réforme des lycées professionnels, en se concentrant sur l'adaptation au métier, met à mal l'appropriation d'une culture commune, notamment mathématique, et complique l'orientation post baccalauréat.

La réforme du lycée général a fait disparaître les séries, déjà graduellement vidées de leur pertinence depuis 20 ans. La série scientifique était devenue une voie généraliste notamment parce qu'une bonne formation en mathématiques est nécessaire dans de nombreuses études supérieures. Actuellement, dans le cycle terminal du lycée, la spécialité mathématiques s'adresse à ceux qui veulent poursuivre des études de sciences et techniques. Pour les autres, c'est au mieux un enseignement optionnel... ou rien.

Autre fait inquiétant, la note de Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance n°21-22 de mai 2021 indique que « les mathématiques sont conservées en enseignement de spécialité par 60% des élèves principalement par les garçons et les élèves d'origine sociale très favorisée ».

Les rapports successifs sur l'enseignement des mathématiques en France, dont celui dirigé par le sénateur Longuet ou celui de la mission flash de la Commission des affaires culturelles et de l'enseignement de l'Assemblée Nationale, ont tous insisté sur l'inquiétude quant à la baisse générale des compétences mathématiques des élèves.

La mission Villani-Torossian a proposé 21 mesures sur l'enseignement des mathématiques pour pallier certains manques, mais les moyens alloués à la mise en œuvre du plan mathématique ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Le mal semble fait, mais nous restons optimistes et sommes porteurs de propositions qui pourraient annuler ces effets délétères. C'est tout à la fois un enjeu humaniste et stratégique.

Déjà au début des années 2000, l'APMEP et les sociétés savantes avaient alerté le Ministère en demandant la création d'une commission de réflexion pour l'enseignement des maths. Celle-ci a été constituée par le ministre Claude Allègre et dirigée par Jean-Pierre Kahane. Elle a produit cinq rapports remarquables avec de nombreuses propositions, dont la plupart sont restées lettre morte.

Nous portons jusqu'aux plus hautes instances du Ministère nos propositions et analyses que vous pouvez consulter sur le site de notre association. Nous sommes poliment écoutés mais très peu entendus.

Voici quelques points qui nous alarment particulièrement :

- le lycée professionnel et la restriction des mathématiques aux applications professionnelles ;
- la diminution de l'offre et de la diversité des mathématiques au lycée général et technologique ;
- la baisse continue de nos résultats aux évaluations internationales ;
- l'accroissement des inégalités face à la réussite scolaire ;
- le recrutement et la formation des enseignants de mathématiques.

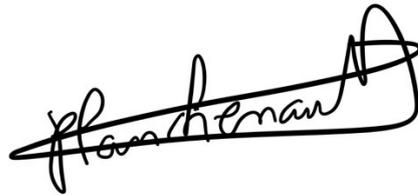
Ces signaux d'alerte montrent la nécessité d'agir et de tenir compte dans la politique de l'éducation nationale des avis, des propositions et des idées des professionnels de terrain et

des associations représentatives des disciplines enseignées. Cela permettra d'envisager toute réforme future à l'appui des observations et des constats de l'ensemble des professionnels.

**Nous vous demandons la création d'une instance parlementaire pérenne missionnée pour garantir la prise en compte de notre parole d'acteurs de terrain dans la politique éducative du gouvernement.**

Vous témoignant notre profond attachement à la République et à son École, nous vous assurons, Mesdames et Messieurs les élus parlementaires, de notre plus haute considération.

Au nom de l'APMEP,  
son Président, Sébastien Planchenault

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sébastien Planchenault', written in a cursive style with a large, stylized initial 'S'.